

Naturellement, la question des droits des minorités ne se limitent pas aux pays développés. Issus du creuset du colonialisme, bon nombre de pays en développement ont dû très tôt faire l'apprentissage de la coexistence des groupes minoritaires. La plupart de ces expériences nationales se sont déroulées sans heurt, à tout le moins souvent avec moins de heurts que ce ne fut le cas des pays développés et plus anciens. L'harmonie politique et le respect des droits de la personne et des communautés sont à la fois des préalables et des éléments du processus de développement.

Agissant comme partenaire dans le développement, le Canada a noué des liens étroits avec nombre de pays en développement. Nous ne pouvons que déplorer les cas où des difficultés viennent menacer leur paix et leur progrès. Le Sri Lanka est justement un pays qui retient l'attention en raison des problèmes qu'y suscite la question des minorités. Il y en a d'autres. Nous avons souvent fait part à d'autres gouvernements des préoccupations que nous inspireraient l'évolution de la situation dans leur pays. Le gouvernement a maintenant l'intention de se pencher sur la question plus difficile que pose le lien à établir entre notre aide bilatérale et le bilan du pays bénéficiaire dans des domaines comme celui des droits de l'homme.

Avec l'Afrique du Sud, nous avons l'exemple d'un pays où ceux qui contrôlent sont en fait une minorité et ceux qui font l'objet d'abus, l'écrasante majorité. Depuis longtemps, le Canada est à l'avant-garde des initiatives visant à presser le gouvernement sud-africain de traiter tous ses habitants de façon juste et équitable. Depuis des années, le Canada interdit la vente de matériel militaire canadien à l'Afrique du Sud. Il a aussi joué un rôle clé sous la direction du très honorable John Diefenbaker lorsque ce pays a été expulsé du Commonwealth. D'autre part, le Canada a appuyé des programmes destinés à venir en aide aux victimes de l'apartheid, imposé de sévères restrictions à l'utilisation de fonds publics pour la promotion du commerce avec l'Afrique du Sud et, très récemment, a accueilli à Ottawa l'évêque Tutu, qui fait figure de héros dans son pays. Le gouvernement envisagera sous peu d'autres moyens d'exprimer la vive opposition de la plupart des Canadiens aux politiques d'apartheid du gouvernement sud-africain.

Si les possibilités d'une action nationale sont limitées, il reste que la situation à l'échelle internationale n'est pas désespérée ou même unique. C'est